

LES PETROLEUSES

"ELLES ONT FAIT DE LEUR JUPON UN DRAPEAU ROUGE"

LE JOURNAL DES FEMMES QUI LUTTENT





Fotolib

En 1871, pendant la Commune de Paris, des femmes, des ouvrières, se battent derrière les barricades qui défendent Paris. Avec des lampes à pétrole, elles allument des incendies destinés à freiner l'avance des troupes versaillaises. La bourgeoisie les assassina comme «Pétroleuses», traduisant ainsi la grande peur que lui inspire la lutte des femmes. Beaucoup d'entre elles participaient à des clubs féminins et refusaient d'accepter leur condition de femmes opprimées. Ces femmes se battaient en tant que travailleuses et en tant que femmes. Elles nous montrent la voie...

Etre femme, avoir pour histoire des siècles de servitude, histoire jamais racontée, jamais enseignée dans aucune école. Etre femme, femme-fleur, femme-enfant, femme à soldats, femme de ménage... Etre femme à l'usine, au bureau, moins payée qu'un homme pour le même travail, avec en prime la main aux fesses des petits chefs. Etre femme dans la rue, regardée, déshabillée, sifflée... Ne jamais être soi. Vivre pour les autres, les enfants, le mari ; vivre par les autres, par cet homme à travers lequel on espère saisir le monde, par cet enfant à qui on demande de réussir sa vie pour avoir l'illusion de ne pas avoir gâché la sienne.

Nous en avons assez. Assez de nous résigner parce que « ça a toujours été comme ça et qu'il n'y a rien à faire », assez des crises de nerfs, des crises de larmes, assez d'être isolées. Nous ne voulons plus nous contenter de constater que ce monde n'est pas le nôtre puisque nous n'y avons pas de place ; ce que nous voulons, c'est commencer à lutter ensemble pour construire un autre monde où nous existerons.

Ensemble des femmes se regroupent, s'organisent. Aux Nouvelles Galeries de Thionville, à la Coframaille, à Boussac, à Cerisay, à Lip, des femmes se mettent en grève et luttent pour imposer leurs revendications : augmentations de salaires, meilleures conditions de travail, non aux licenciements.

Contre le gouvernement, l'Ordre des médecins, les députés, les magistrats qui veulent continuer à décider pour nous des maternités, des femmes descendent dans la rue pour exiger l'avortement libre et remboursé par la Sécurité Sociale, dénoncent l'hypocrisie des médecins qui refusent de faire des avortements dans les hôpitaux, mais acceptent dans leurs cliniques privées pour 3 000 francs, participent à l'ouverture de centres d'avortement et d'information sur la contraception.

Un peu partout, des femmes se retrouvent dans des groupes de quartiers, de ville, d'entreprise...

Pourquoi entre femmes ? Parce que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes ; parce que même s'ils sont eux aussi exploités et opprimés dans leur travail et dans leur vie, les hommes continuent à trouver naturel d'être pour nous des

opresseurs de tous les instants : à la maison, au lit, dans la rue, à l'usine, dans les syndicats... Parce que nous avons besoin de nous retrouver entre nous hors du regard des hommes devant lesquels nous nous sentons toujours plus ou moins en représentation, pour nous parler, pour nous connaître, pour réfléchir ensemble sur notre condition de femmes et trouver les mots d'ordre et les revendications propres à nous unir et à imposer une authentique libération des femmes.

Les groupes de quartiers du Mouvement de Libération des Femmes qui existent à Paris et dans la région parisienne depuis 2 ans travaillent dans ce sens. Nous nous séparons des autres courants du MLF par notre analyse de l'oppression des femmes : celle-ci n'a pas pour nous des racines dans la « perversité » des mâles en général, mais dans le système capitaliste qui crée les rapports d'oppression et utilise les hommes comme instruments de cette oppression. Nous devons nous battre contre les hommes, tous les hommes qui oppriment à des degrés divers, mais le système qui permet cette oppression, qui la reproduit et qui s'en nourrit, voilà notre ennemi principal. C'est parce que le combat de la classe ouvrière vise à détruire ce système que nous en sommes partie prenante.

Nous ne pensons pas non plus que cette oppression soit la même pour une femme ouvrière et une femme bourgeoise : les avantages que cette dernière retire du système contribue à l'éloigner du combat pour sa libération qui passe par la Révolution socialiste.

La lutte des classes est inséparable de notre lutte.

Pour nous, s'organiser à d'abord signifie nous retrouver chaque semaine dans un groupe, mais nous sentons maintenant la nécessité de rencontrer d'autres groupes, d'autres femmes qui luttent, pour échanger nos bilans, nos expériences. C'est le but de ce journal : faire connaître, répercuter la lutte quotidienne des femmes contre leur oppression et contribuer à construire un grand Mouvement des Femmes qui se battent pour leur libération.

lip

au

f

é

m

i

n

i

n

Nous sommes un groupe de femmes du 18ème arrondissement de Paris, descendues à Besançon pour rencontrer des femmes de LIP. Notre intention était de mener une enquête sur la façon dont les femmes ont vécu la lutte en tant que femmes et d'apporter notre expérience de lutte sur le quartier.

Nous avons pensé qu'il était important d'aller voir les femmes de LIP, parce que c'est dans la lutte que les femmes peuvent poser concrètement les exigences de leur libération. Elles ont un rapport de force et la possibilité de poser les problèmes à un niveau collectif en évitant les solutions qui seraient ou individuelles ou coupées des enjeux de la lutte de tous les travailleurs de LIP. De plus, ces femmes qui subissent à la fois l'exploitation patronale à l'usine et l'oppression au foyer sont à même de poser de façon plus juste les problèmes de la libération des femmes.

La lutte des LIP telle quelle a été popularisée ne laisse pas apparaître le fait qu'à LIP, il y a une majorité de femmes, pas plus que les problèmes spécifiques qu'elles ont posés :

- La lutte des LIP s'est faite autour du problème des licenciements, mais déjà un tel objectif mettait en avant la nécessité de l'égalité entre les hommes et les femmes dans la mesure où les LIP demandaient le reclassement de tous et de toutes aux mêmes conditions.

Ensuite les formes et le déroulement de la lutte posent les problèmes spécifiques des femmes : le travail en commissions, les Assemblées Générales, donnent aux femmes la possibilité de s'exprimer et d'intervenir sur le cours de la lutte en tant que personnes à part entières. Le fait qu'elles devaient être continuellement présentes dans la lutte a posé le problème des tâches ménagères et de la garde des enfants. Leurs nouvelles responsabilités (distribution de tracts, voyages de popularisation...) remirent concrètement en cause leur dépendance à leur mari et leur attachement au foyer.

Les discussions nous ont montré que si la lutte avait objectivement révélé ces exigences nouvelles seules les femmes les plus impliquées en ont pris conscience sans pour autant permettre aux autres femmes de s'appropriier collectivement ces acquis.

Nous avons discuté avec quatre femmes de 23 à 60 ans, ayant des situations familiales différentes et exerçant des emplois différents dans l'usine (3 ouvrières et une employée de bureau).

D'une conversation très fournie, nous avons dégagé les points qui nous semblaient les plus intéressants.

Elles nous ont parlé des conditions de travail qu'elles ont vécu avant et comment dans la lutte tout a changé : plus de divisions entre le personnel des bureaux et celui des ateliers, plus de

travail abrutissant, plus de chefs mais à chacune la possibilité de dire son mot dans la production, de prendre des initiatives, de trouver sa place dans cette nouvelle solidarité. « Les barrières sont tombées, nous sommes tous ensemble une grande famille » nous disait l'une d'elles.

PLUS DE DIVISION

A- « On avait l'impression que l'on étaient moins importantes que les gens des bureaux. On le sentait par rapport à la toilette, par rapport au travail qu'on fait. Les horlogères et les administratives se sentaient supérieures à nous. Ce n'était pas une question de paye parce qu'une secrétaire ne gagne pas plus qu'une femme sur les machines. En fait, c'était une question de poste. On avait l'impression qu'elles étaient différentes mais justement le conflit nous a montré que c'était faux. »

PLUS DE HIERARCHIE

A- « Il n'y avait plus de hiérarchie. Chacun choisissait le coin où il pouvait travailler. Je me suis mise à l'accueil parce qu'avant je travaillais à l'expédition, alors c'était un peu mon rayon. Il y avait des agents de maîtrise qui venaient nous aider à mettre les bracelets. Un jour, le chef d'un service nous aidait, ses ouvrières sont passées par là. Elles ont tapé à la vitre et m'ont dit : « Allez-y, faites le bosser ! ». Il n'y avait plus de chefs parce qu'ils travaillaient avec nous comme de simples ouvriers. On était tous pareils. »

B- « D'ailleurs quand un responsable de commission levait la voix un peu trop, on disait : « Attention on ne veut plus de chefs, plus de patrons ». On se sentait assez fortes pour le lui dire. »

PLUS DE TRAVAIL ABRUTISSANT

C- « La façon de travailler a été changée du tout au tout ; on s'est senti quelqu'un, avant on se sentait un numéro, on travaillait, on n'avait même pas le droit de dire quand quelque chose n'allait pas, on nous disait : « Fais ton travail, tais toi. »

B- « Bête et disciplinée, voilà ce qu'on était avant. »

C- « Exactement. Tandis qu'une fois qu'on a repris le travail en commission, on nous a dit qu'on n'était pas que des OS et que l'on avait malgré tout notre petite valeur. On nous a laissé prendre des initiatives. On nous a demandé notre avis. c'est incroyable ce qu'on en a pris conscience. J'ai travaillé dans le bonheur. Je ne peux pas vous expliquer, je nageais, j'étais heureuse. On n'était même sûres d'être payées quand on a commencé à travailler. On ne savait pas du tout comment ça allait tourner. On restait tard le soir, 7h, 9h, on ne s'en rendait même pas compte. »

«MAINTENANT ON ESSAYE DE SAVOIR POURQUOI...ON APPREND A CONNAITRE...ON S'EXPRIME PAR TOUS LES MOYENS...»

La politique, tant à travers la télé, les journaux, et les tracts à l'usine, c'était l'affaire des hommes du gouvernement, des syndicats, des partis : des discours, des votes, des conflits compliqués, des discussions au sommet, tout un monde de spécialistes qui se développait en dehors d'elles, qui ne les concernait pas.

La lutte les a ouvertes à la politique, leur a donné les moyens de comprendre leur situation à l'usine de voir que leurs intérêts sont contradictoires avec ceux du patron, que le gouvernement soutient le patron.

Par les contacts qu'elles ont eues, elles se sont découvert solidaires de la lutte des paysans du Larzac, des femmes de Cerisay et de Milan. Elles ont compris que leur lutte est la même que celles que mènent les peuples du Chili et du Viet Nam contre leur bourgeoisie nationale soutenue par l'impérialisme américain.

«ON A APPRIS A CONNAITRE UN PEU DE POLITIQUE »

B- «On est gauchiste si on veut ; quand on voit la vie qu'on a, on devient vraiment gauchiste. Maintenant on a appris à lutter et à connaître un peu de politique. Ça nous a fait du bien, car désormais quand il y aura un vote, on cherchera à s'informer avant de voter. Chez LIP la moitié des ouvriers votaient UDR ou gaulliste, c'est incroyable ; ils ne se rendaient pas compte et on avait beau leur dire... Ils trouvaient le gouvernement moche, mais ils ne faisaient rien pour le changer. Ils disaient : « Quel malheur si les communistes passent. » et ils votaient comme avant. J'ai 23 ans, je n'ai jamais voté, j'ai trouvé que c'était inutile car de toutes façons ce n'est pas ma voix qui aurait changé les choses. »

A- « Il ne faut pas dire ça, moi je n'ai jamais raté un vote. »

Question « On a d'autres moyens de faire changer les choses. Pour ça les luttes ont plus de poids. »

A- « Je suis bien d'accord mais l'un n'empêche pas l'autre. Une voix c'est une voix. Je connaissais bien Piaget ; depuis que je suis chez LIP on a toujours été content de la façon dont il a mené les luttes. Quand il se présentait aux élections je me disais : puisqu'il se présente pour ce parti là ça doit être vraiment bien. Sans rien connaître à la politique, je votais pour son parti. Je n'ai donc pas à me reprocher d'avoir voté UDR. On a appris énormément dans ce conflit. »

B- « Je n'ai jamais été à une réunion de militant, j'étais syndiquée, ça voulait dire payer mon timbre tous les mois. »

A- « Moi non plus. Je ne faisais jamais grève parce que je n'étais pas assez informée ni concernée. Pour celle là on est concernées. Quand il y a des grèves en France, maintenant on les comprend. Quand les étudiants manifestent, maintenant on essaie de comprendre pourquoi. »

B- « Pour LIP c'est pareil, certains disent ça mais d'autres en voient l'importance. D'ailleurs il y a eu d'autres grèves qui ont repris l'exemple de LIP : la grève de Cerisay, à Milan aussi, les mini-LIP comme on les appelle là-bas, ils font leurs sous-vêtements. Ce qui a été chez LIP, c'est un exemple pour toute la classe ouvrière. »

C- « Nous les femmes avons été les plus lentes à nous mettre dans la lutte, mais une fois dedans, nous sommes plus têtues que les hommes. »

A- « Quand on a une idée, on va jusqu'au bout, on ne veut pas la lâcher. »

C- « Je me défendais bien de faire de la politique, mais maintenant, j'en fais forcément »

« ON A PRIS CONSCIENCE »

C- « Au cours des discussions avec les femmes, dans la lutte on a expliqué comment s'est fait notre prise de conscience. Moi je suis venue de la campagne. Je suis venue travailler à Besançon à 24 ans. Je n'avais aucun métier, alors au début ce n'était pas brillant. Après j'ai pris conscience. Quand on parlait de grève à la campagne, je voyais les ouvriers comme des casseurs. Je ne me rendais même pas compte de ce que c'était tellement on était conditionnés. On ne pouvait pas comprendre. A Besançon j'ai appris ce que c'était que la classe ouvrière. J'ai toujours suivi les premières grèves qu'on a fait à LIP parce que je sentais qu'il fallait que je le fasse. J'avais pris conscience, mais au début j'étais gênée. La première fois que je suis descendue en ville pour une manifestation, il y a de cela 11 ans, j'avais honte de défiler. Il me semblait que j'avais l'air d'une communiste, parce que communiste chez nous à la

campagne, c'est terrible. S'il y avait un journaliste, je m'arrangeais pour ne pas être sur la photo. Je manifestais parce que ma conscience me le disait, mais j'avais des complexes. Maintenant je n'en ai plus, ça ne me fait rien du tout qu'on me voit à l'écran. Dans cette discussion avec les femmes, on expliquait comment petit à petit on avait évolué dans les situations. »

La pratique démocratique dans les assemblées générales, le travail en commission, ont été ces écoles dans lesquelles elles ont pu comprendre et analyser leur situation, exprimer leur point de vue et prendre des responsabilités.

A- « Certaines préfèrent franchement aller distribuer des tracts que partir faire des meetings qui les obligent à avoir des absences d'un jour ou deux. »

B- « Elle disait : Je veux bien aller faire une distribution de tracts mais je ne parlerai pas. »

A- « Elles ne partiront pas en meeting, parce qu'elles se sont mis dans la tête qu'elles ne pourront jamais parler. Il suffirait qu'on les entraîne une fois et qu'elles soient prises dans la conversation pour qu'elles se mettent enfin à parler. »

Question : « Justement, si c'est une femme qui lui dit : « moi je ne parlais pas avant, mais maintenant je me débrouille ça devrait la convaincre plus. »

A- « Oui, moi je suis partie avec une femme qui n'avait jamais ouvert la bouche, qui est timide, rougissante... On est parti ensemble à Paris. A notre arrivée, on nous a emmené faire quatre meetings différents dans la journée. Elle de son côté, elle s'est très bien débrouillée. Elle a dit : je suis bien plus contente d'être partie seule, au moins là, j'ai été obligée de le faire. Elle a senti sa responsabilité. »

B- « Quand on a des responsabilités, on est plus capable de prendre la parole. »

C- « J'ai fait mon premier meeting la semaine dernière à Choisy le Roi. Le premier soir j'étais un peu paniquée, je n'ai pas dit grand chose ; j'étais avec un homme, je l'ai laissé parler. Le deuxième soir, j'ai commencé à parler. Le troisième, c'était pas mal ; on m'a posé une question et au moment où j'allais répondre il m'a coupé la parole. J'ai entendu des femmes dans la salle qui disaient : Oh, mais est ce qu'il va la laisser s'exprimer. La parole aux femmes ! Alors il s'est tu. Là j'ai senti vraiment qu'il fallait que je parle, parce que les femmes attendaient que je parle, et j'ai parlé beaucoup plus librement. »

C- « On a trop souvent l'impression qu'une femme n'est bonne qu'à faire le ménage, à travailler en usine ou au bureau, puis à rentrer à la maison et recommencer. Mais pendant la lutte j'ai fait de l'animation, je me suis occupée des journalistes ; vous vous rendez compte je n'avais jamais fait ça de ma vie ; les



Fotolib

journalistes quelquefois ils posent des questions piéges, il ne faut pas tomber dans le panneau.»

Question : « Vous n'étiez pas organisées avant, syndiquées ? »

B- « J'étais syndiquée ça voulait dire payer mon timbre tous les mois ; j'étais pas militante. Maintenant je me rends compte que je suis militante malgré moi. »

B- « Maintenant il faut se débrouiller. On ne peut pas demander toutes les cinq minutes aux délégués ce qu'on a à faire, il faut qu'on se jette à l'eau. »

Ces femmes qui ont mené la lutte voient bien que le gouvernement mène à leur égard une guerre d'usure. Elles ont conscience que celles qui ont 40 ans ont pour seule perspective ou presque le chômage jusqu'à la retraite, celles de 20 ans, si elles sont réembauchées ailleurs, isolées, à la moindre contestation dans la boîte, seront considérées comme les meneuses. Les LIP sont marqués. Pour les LIP, la seule possibilité, c'est la lutte.

Les femmes ont conscience qu'il n'y a pour personne de solution individuelle, que dans le système actuel toute victoire n'est que partielle.

« ON NE VIVAIT PAS, MAINTENANT IL FAUT QU'ON VIVE » « UNE HEURE POUR VOIR DES GENS, ÇA VAUT MIEUX QU'UNE HEURE DE MENAGE... »

Les nécessités de la lutte ont amené les femmes avec qui nous avons parlé, à faire passer au second plan l'ensemble de ces tâches domestiques et par là à remettre en cause le rôle qui leur est traditionnellement assigné.

« LA VIE AVANT, LA VIE MAINTENANT »

C- « Cet été en revenant du Larzac, il m'a semblé que j'étais plus jeune. On était en train de vieillir, on ne vivait pas. On rentrait chacun chez soi, avec ses petits problèmes, sa télé, un peu la famille, on n'avait pas d'amis... On ne vivait pas, maintenant il faut qu'on vive. »

A- « On n'a plus du tout envie de faire du ménage, on n'a qu'une envie c'est de partir le matin chez LIP. »

C- « Maintenant on ne voit plus à travers mes vitres, je n'ai plus le temps de les faire ; pourtant avant j'étais maniaque, il faudra bien que je prenne le temps de les faire, mais ce n'est plus important comme avant. »

Question : « Vous croyez que les obsessions, les préoccupations ménagères reviendront après la lutte ? »

B- « Ça c'est bien possible. »

C- « Pas pour moi, je m'embourgeoisais un peu. J'avais toujours envie de m'acheter quelque chose, maintenant c'est fini. Je dis que je vivrais. Je ne regarderais pas l'argent comme je le regardais avant. »

A- « J'ouvre ma porte aux gens. En ce moment j'ai ramené un gars de Paris qui campe dans ma salle à manger. Je ne l'aurais pas fait avant. Maintenant si je peux rendre service, j'estime que c'est aussi de la solidarité. On est content de voir des gens pour parler, et une heure pour voir des gens, ça vaut mieux qu'une heure de ménage. »

A QUI LA RESPONSABILITE DES TACHES MENAGERES ?

B- « Depuis le début de la lutte on n'a plus le temps de faire de cuisine, à peine celui de faire les courses. Il manque toujours quelque chose : parfois c'est le dessert parfois le fromage ou le pain. L'autre soir je rentre chez moi à 7 heures 30 tous les magasins étaient fermés, on a fait des sandwiches. »

C- « Mon mari dit toujours ce qu'il faut surtout avoir en double, c'est l'ouvre boîte. On n'a pas envie de cuisiner, du moins moi je n'ai pas envie. »

Question : « Il ne vous fait jamais de petits plats ? »

C- « Il est très gentil, mais il reste l'homme, et pour un homme malgré tout, c'est à la femme de faire les courses, de savoir ce qu'elle doit faire à manger. Il veut bien participer, par exemple éplucher, mais il ne prend pas d'initiatives. Pendant une semaine quand j'étais partie en meeting de popularisation, il s'est bien débrouillé. Mais si je suis là c'est moi qui doit le faire. C'est ça la réaction des hommes. »

UNE CRECHE DANS L'USINE ?

Question : « Une crèche dans l'usine, vous pensez que c'est indispensable ? »

D- « Une crèche dans l'usine ! Ce serait trop horrible d'amener des enfants à l'usine. »

C- « Remarquez une crèche dans l'usine, c'est idéal, mais à côté de l'usine, dans un local indépendant. Il paraît qu'au début ça se faisait. Les mères avaient même un temps dans la journée pour aller donner le sein. C'est vieux ça, mais maintenant au fond, une crèche à côté d'une grande usine importante ça doit être intéressant. Pour le moment, ce n'est pas ce qui nous préoccupe le plus. Les femmes continuent à faire garder leurs enfants de la même façon que quand elles travaillaient. S'il y avait eu une perte de salaire, si par exemple on avait seulement un salaire de survie comme c'était à un moment donné, alors on aurait sûrement à ce problème là parce qu'il aurait été impossible de se payer une nourrice ou une crèche, il aurait fallu faire quelque chose. On aurait formé une commission, ça aurait été une commission en plus des autres. »



Fotolib

L'AUTORITE DU MARI.

B- «Je connais des femmes qui ont eu des problèmes avec leurs maris. Le problème n'a pas été posé collectivement ici, elles se sont débrouillées toutes seules. On les a forcées au maximum on leur a dit : aller, laisse tomber ton mari, viens distribuer des tracts avec nous. Même des femmes qui travaillaient activement dans la boîte, ont dû demander la permission à leurs maris, comme au tout début, ne serait-ce que pour aller distribuer des tracts à Pontarlier, et leurs maris ne voulaient pas.»

A- «Pour vous donner un exemple, il y en a une qui est venue avec sa belle-mère de 74 ans faire la manif de Paris. Son mari est jaloux, il ne veut pas qu'elle sorte ni en meeting, ni en manif, parce qu'il a peur, peut-être, qu'elle retrouve quelqu'un.»

B- « Il n'a pas confiance, un mari jaloux ça ne s'explique pas, c'est comme ça.»

A- «C'est comme ça qu'il faut essayer de convaincre les maris qui ne sont pas chez LIP.»

Question: « Ce serait important que les femmes puissent avoir de temps en temps des réunions entre elles pour ne pas renoncer ainsi, quand il y en a une qui est bloquée par un mari trop autoritaire. A plusieurs elles arriveraient à améliorer la situation de cette femme, à faire un

rapport de force comme celui qui a été imposé à la direction de LIP ; seule c'est difficile d'affronter le mari. Un homme face à un groupe de femmes ne pourrait plus défendre ses positions, ne pourrait plus empêcher sa femme d'aller aux meetings.»

C- «Je pense que certaines ne veulent pas que ça change ; Elles sont peut-être plus gâtées d'une autre manière, elles ont des compensations. Elles acceptent de demander avis à leurs maris parce que malgré tout il y en a qui veulent rester femme...»

Pour les femmes de LIP, beaucoup de choses ont changé pendant la lutte. Leur vie quotidienne s'est trouvée modifiée dans de nombreux domaines et de cette situation nouvelle est née une prise de conscience profonde.

Leurs conditions de travail ont changé, et elles ont pu se rendre compte combien celles qui leur étaient faites avant étaient aliénantes.

Une solidarité s'est créée, qui leur a permis de prendre conscience de leur appartenance à la classe ouvrière. Leur participation grandissante les a ouvertes à la «politique» et leur a donné les moyens de comprendre leur situation de travailleuses et leurs intérêts profonds.

En même temps la prédominance de la vie familiale sur la vie professionnelle s'est trouvée renversée par la part qu'elles ont pris dans la lutte. Cela leur a souvent permis de réfléchir sur la

situation qui leurs est faite chez elles, et de relativiser les tâches ménagères.

Les rapports humains se sont trouvés modifiés. La solitude a été rompue, de nouvelles relations se sont créées entre les travailleuses. Elles ont aidé de nombreuses femmes à s'autonomiser, à sortir du milieu familial, à briser la dépendance au mari, à s'ouvrir sur l'extérieur.

Pourtant la discussion a révélé que cet immense pas en avant n'a pu être accompli que par une partie des femmes de LIP, car les problèmes qui se sont posés ont été résolus par chacune isolément. A aucun moment de la lutte ils n'ont cessé d'apparaître comme personnels et secondaires par rapport aux objectifs de la grève.

Ces femmes ont perçu certains aspects spécifiques de leur situation. Mais ce qu'elles ont surtout mis en avant c'est la conscience nouvelle de leur appartenance à la classe ouvrière, et non de la place qui leur y est assignée. Ce qui a compté d'abord, c'est la lutte à mener et l'unité à maintenir, que leur intervention sur des problèmes spécifiques et «secondaires» aurait pu être compromise. Elles ont perçu les contradictions de leur situation, mises au jour au cours de la lutte d'une manière individuelle et isolée, mais elles en sont restées à ce stade de perception. Sans structure de regroupement dans laquelle les énoncer et réfléchir sur la façon de les résoudre, elles n'ont pu aller plus loin.

C'est pourquoi nous pensons qu'à un moment donné ces femmes auraient eu intérêt à se rassembler et à poser les problèmes qu'elles ont toutes plus ou moins ressentis, et dont elles seules peuvent impulser la résolution.

A notre avis un regroupement de femmes a pour tâche principale : d'une part, par la discussion et la prise en charge collective des problèmes de chacune, de faire entrer un maximum de femmes dans la lutte contre le système capitaliste qui nous opprime. Elles ne seront plus seulement celles qui balaient et qui épluchent, mais aussi celles qui parlent et qui décident. D'autre part, leurs revendications spécifiques ainsi mises en avant donneront alors à la lutte toute son ampleur :

- par la remise en cause du cloisonnement de la vie - usine/quartier/foyer - vie publique/ vie privée - elles montreront d'une façon plus concrète que la lutte peut faire évoluer chacun dans bien des domaines à priori fort éloignés des revendications internes à l'usine.

- par la remise en cause des rapports de domination et de hiérarchie dont elles souffrent plus particulièrement, à la fois à l'usine au foyer et dans toutes leurs relations quotidiennes.



*laissez
nous
vivre*



LA RÉALITÉ DE L'AVORTEMENT SELON L'APPARTENANCE DE CLASSE.

Décembre 73. Une travailleuse des Chèques Postaux à Paris raconte : «Beaucoup de filles très jeunes arrivent de province et se retrouvent terriblement seules. Coupées de leur milieu, astreintes à un rendement nerveusement épuisant, elles recherchent des relations affectives ... et quelques semaines ou quelques mois plus tard les voilà enceintes. Alors imagine le nombre d'avortements, le nombre de mariages précipités ...»

En Octobre 73, une jeune employée du XIII^e arrondissement à Paris, se trouve enceinte d'un second enfant qu'elle ne veut ni ne peut garder. Les militants du MLAC qu'elle rencontre lui proposent de partir en Angleterre avec d'autres femmes car elle est déjà enceinte de deux mois et demi. En arrivant à Calais, elle fait une hémorragie. On la transporte à la maternité de Calais : les médecins et les sages-femmes veulent lui faire un cerclage du col de l'utérus pour éviter cet avortement spontané, la traitant de criminelle parce qu'elle refuse. Ils la séquestrent dans une chambre, une sage-femme la gifle. Ils lui refusent de quoi laver ses jambes maculées de sang. Elle doit soudoyer une infirmière, signer une décharge pour s'enfuir. Rentrée à Paris, elle va voir un médecin parce qu'elle a des pertes : il la met à la porte ! Entre temps, elle a perdu son boulot, à cause de son absence.

Début décembre, à Rouen et à Grenoble, des femmes meurent pour avoir essayé de s'avorter elles-mêmes (l'une était employée à la sécurité sociale, l'autre immigrée).

Le 11 décembre à Rennes, la cour d'appel confirme une peine de 4 mois de prison pour tentative d'avortement.

Pendant ce temps, Madame X..., qui connaît le Docteur Y... est tranquillement avortée dans une clinique privée à Paris. Cela lui coûte 3.000 F. environ.

POURQUOI NOUS LUTTONS AU SEIN DU MLAC

Depuis 1970 les femmes avaient commencé à manifester leur colère face au scandale de l'avortement et au sabotage de la contraception.

Nous pensons qu'il est nécessaire de lutter pour l'abrogation de la loi de 1920 et pour une loi qui permette aux femmes qui le désirent (y compris les mineures, même sans l'autorisation des parents), d'avorter en étant remboursées par la sécurité sociale.

Nous avons donc choisi de mener cette lutte avec le MLAC (Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception). Le MLAC a su faire un choix de classe, coordonner des initiatives

prises dans les quartiers, dans des entreprises et par le mouvement des femmes, et organiser la pratique d'avortements sans trafic financier. Le MLAC a donné une nouvelle résonance aux luttes que nous avions déjà engagées et a montré ainsi que la maternité et la sexualité concernent l'ensemble du mouvement ouvrier.

La lutte s'est intensifiée au point d'obliger le gouvernement à revoir la législation. Mais dans le même temps les forces les plus réactionnaires du pays se mobilisent : Laissez-les-vivre, les 10.000 juges, médecins et universitaires, les 12.000 élus locaux, les 7.000 infirmières.

Une femme qui veut avorter, avorte. Et seules les femmes des classes populaires avortent dans des conditions scandaleuses. La morale des réactionnaires sert à défendre les privilèges de la bourgeoisie.

Mais la loi de 1920 et la misère de l'avortement clandestin, c'est aussi le scandale d'une politique de sabotage de la contraception, d'absence d'information sexuelle, de pénurie de crèches, d'hôpitaux, de niveau de vie.

CE QUE NOUS AVONS APPRIS.

Dans certains groupes MLAC, à partir de la pratique d'avortements, aussi bien par des médecins, para-médicaux, que plus rarement par des femmes elles-mêmes, des femmes ont pu briser leur isolement. La mise en commun de leurs problèmes avec d'autres femmes a permis des échanges riches de prise de conscience, de solidarité.

Depuis toujours les femmes se sont avortées elles-mêmes, en cachette. L'apprentissage et la pratique de l'avortement par la méthode Karman nous ont démontré que la technique devait être à notre service.

La pratique de l'avortement par les femmes elles-mêmes a démontré que nous pouvons acquérir une certaine connaissance de notre propre corps, et comprendre et contrôler des actes de spécialistes. D'ailleurs il ne suffit pas de contester la toute-puissance du médecin qui lui permet d'imposer sa morale de privilège. Il faut principalement dénoncer la fonction de la médecine capitaliste dont les seuls buts sont : la réparation de la force de travail, le contrôle de la reproduction et donc le contrôle du corps des femmes réduit à un objet médical pour la procréation.

C'est pourquoi nous voulons mener une lutte au sein des structures hospitalières actuelles, en liaison avec le personnel hospitalier : l'avortement doit devenir un acte sans danger. Nous favorisons également des campagnes de dénonciation dans les quartiers, les établissements scolaires et les entreprises.

Nous ne voulons pas être au côté des femmes qui avortent seulement pour leur

rendre service, pour gérer la pénurie, mais nous voulons être présentes pour lutter pour une prise en charge sociale de ces problèmes.

LA PLACE DES FEMMES DANS LA SOCIÉTÉ.

Nous sommes bien conscientes que l'avortement et la contraception libres et remboursés ne résolvent pas tous nos problèmes. Nous savons bien que la contraception est une arme à double tranchant et que certains patrons demandent maintenant que les ouvrières et les employées soient efficacement contraceptées, car les grossesses, les enfants nuisent au rendement : les femmes s'absentent, pensent à leur foyer, et cela n'est pas bon pour la production. (c'est ce que disaient les déléguées à la V^e conférence des femmes salariées, organisée par la CGT en Mai 73).

La contraception ne changera rien à la double journée de travail : après le boulot, les transports, le ménage, on n'a plus tellement envie de faire l'amour. La contraception permet aux femmes un relatif et précaire contrôle de leur sexualité, mais ne change pas fondamentalement les rapports de domination dans la relation sexuelle.

Alors que la vie sociale, relationnelle, est passée depuis longtemps de village à la planète pour les hommes, notre fonction principale demeure la reproduction. Notre éducation est entièrement axée sur la séduction, le mariage et la maternité.

La discrimination dans la formation professionnelle et le travail nous enlèvent toute possibilité de choisir une activité autre que la maternité. C'est la place qui nous est assignée à notre naissance parce que nous sommes femmes !

Pourtant nous voudrions vraiment avoir le temps d'avoir des enfants, sans course contre la montre, sans s'énerver parce qu'ils ne s'habillent pas assez vite ou parce qu'ils n'apprennent pas bien à l'école.

Pourtant nous n'avons pas forcément envie d'être mères, de rester isolées dans nos foyers, ou de subir la double journée de travail - ce qui ne nous permet aucune réelle participation à la vie sociale et politique.

Lors de la discussion du projet de loi sur l'avortement à l'Assemblée Nationale, le projet le plus « libéral » (celui de Peyret) nous enferme dans notre rôle maternel. Pourquoi veut-il nous accorder une certaine libéralisation : parce que les avortements clandestins sont cause de nombreuses stérilités. Ce projet est assorti de mesures dites sociales, telles que le salaire maternel et la réforme de l'adoption : il faut bien que les femmes reproduisent pour assurer la croissance du pays !

LA NECESSITE POUR LES FEMMES DE S'ORGANISER

Les femmes peuvent s'exprimer, se regrouper et prendre conscience que la question de l'avortement et de la contraception fait partie de leur oppression tant au niveau individuel qu'au niveau social.

Les rapports de domination : médecins/femmes, hommes/femmes peuvent y être remis en cause ; mais les femmes y subissent souvent les mêmes pressions inconscientes de la part des hommes et des médecins.

Notre oppression ne pourra être combattue pleinement et correctement dans une organisation mixte, où nous

sommes une fois de plus enfermées dans l'image que l'on a de nous. Seuls des groupes créés par les femmes permettront notre expression sur tout ce qui touche et entrave notre sexualité, et nous feront trouver un nouveau rapport à notre corps et à notre maternité.

Seules les femmes sauront mener à terme selon leurs véritables intérêts des luttes sur la famille, leur sexualité, l'image et le rôle social qu'on leur impose.

La caractéristique de notre oppression, c'est que d'autres mènent des luttes à notre place, en se réclamant de nous. Nous voulons rompre avec cela et mener la lutte nous-mêmes : c'est le premier pas dans la libération, bien plus déterminant qu'un autre droit.

Le vote de la loi sur l'avortement vient d'être une nouvelle fois reporté... au printemps.

Les membres du gouvernement, les députés ont fait semblant de pleurer sur leurs victimes, sur nous. Eh bien non, nous en avons assez de cette hypocrisie : jusqu'au vote de la loi, notre intérêt est de nous organiser contre le Gouvernement, contre les couches les plus réactionnaires du pays, pour gagner cette bataille !

**TOUTES A LA MARCHÉ NATIONALE
LE 6 AVRIL A PARIS**

Fotolib



Plus la vie est chère plus elle coûte aux femmes

QUAND LES PRIX GRIMPENT, CE SONT LE FEMMES QUI COURRENT

Donc, tout augmente. Les vêtements, le gaz, l'électricité, le logement : tout ce qu'on ne peut pas réduire ou si peu. Dans cette valse des prix qui n'en finit pas de tourner, et qui dans les mois à venir va aller en s'accéléralant, touchant tous les autres produits, qui va en pâtir, et surtout le plus vite ?

Les femmes, et tout particulièrement les femmes des couches populaires.

Qui fait les courses ?

Qui doit calculer au plus juste ?

Qui s'occupe de la vie quotidienne ?

Les femmes

Faire les courses, fatigue, y penser tout le temps, et comment faire quand on a la double journée de travail ?

Sur quoi rogner quand tout est si cher, que les salaires augmentent si peu, et que l'on a réduit sur tout ce qui était réductible ?

Conserver les vêtements plus longtemps, mais les enfants n'en finissent pas de

grandir, mais les vieux vêtements se salissent plus vite, et la lessive aussi augmente.

Faire la cuisine : le casse-tête pour les plats économiques, la mauvaise humeur du mari qui ne veut pas subir jusqu'à sa table les conséquences de l'augmentation (et qui trop souvent ne s'organise pas par ailleurs pour lutter).

Aller travailler pour les femmes au foyer ? Mais qui va garder les enfants ? Pas de crèches et les nourrices contentent cher. Et puis la crise approche, et qui pâtira presque aussitôt du chômage ?

Les femmes ouvrières du textile, des petites industries, vendeuses des petits commerces qui ne pourront survivre, ou des grandes surfaces qui réduiront leur personnel.

Tout à coup, le gouvernement nous dit qu'en participant à l'effort national on rétablira la situation. Mais à qui profitent ces efforts qu'on nous demande ? A la bourgeoisie qui continuera à s'enrichir sur notre dos.

Ce qui nous rendrait la vie moins chère et qui est déjà possible : l'utilisation à

faible coût de laveries self-service, la possibilité pour les habitants du quartier de prendre leur repas dans les cantines d'entreprise et dans les restaurants des FJT (Foyers de Jeunes Travailleurs) ; bref, tout ce qui diminuerait le profit, augmenterait le mieux-vivre et nous ferait sortir de notre isolement, n'est jamais proposé. Pourtant à qui dans les couches populaires ces solutions ne conviennent-elles pas ?

Qui veut vraiment stopper la hausse des prix ? Sûrement pas ceux qui nous disent que l'heure des privations est arrivée !

NOUS REFUSONS DE RESTER LES BRAS CROISÉS EN ATTENDANT QUE ÇA PASSE.

Car les crises économiques finiront avec la fin du capitalisme. Car l'Etat, le gouvernement, sont au service du grand capital et n'ont aucune solution qui nous soit favorable à nous proposer.

Faisons les comptes : entre les augmentations et les mesures gouvernementales, nous y perdons !

La débrouille individuelle ne mène pas loin. « Faire très attention » n'est pas satisfaisant.

Concrètement, notre seule solution est la lutte collective. Elle est possible :

- Dans les quartiers ce sont les femmes qui les premières peuvent lutter et s'organiser pour la collectivisation des tâches et des achats ménagers.

- En liaison avec les vendeuses des magasins à grande surface, nous pouvons contrôler les prix, dénoncer les augmentations, faire les boycotts.

- Dans les entreprises nous pouvons refuser l'augmentation des cadences, et la fameuse organisation scientifique du travail.

Par exemple chez Hutchinson à Orléans une ouvrière maniait 1.900 chambres à air à l'heure en 1963, elle en manie 2.800 en 73.

REFUSER L'AUGMENTATION DES CADENCES, C'EST EMPÊCHER LE PROFIT DES PATRONS.

Dans les entreprises encore, il est possible de lutter pour la réduction du temps de travail sans réduction de salaire. Les travailleuses de la Thomson-CSF à St-Egrève (Isère) ont obtenu une réduction de travail d'un quart d'heure par jour l'année dernière.

Dans la période actuelle, il faut exiger la réduction d'une heure de travail par jour. C'est notre meilleure garantie contre le chômage.

**NE NOUS LAISSONS PAS PRENDRE
AU CHANTAGE DES PATRONS : ILS
ONT BESOIN DE NOUS, NOUS
N'AVONS PAS BESOIN D'EUX !**

Pas seulement maintenant mais dans tous les cas, le capitalisme nous mène la vie chère :

- parce qu'il profite de notre force de travail pour s'enrichir,
- parce que la hausse des salaires s'essoufle toujours derrière celle des prix,
- parce qu'il a multiplié les intermédiaires qui prélèvent en cours de route leur pourcentage de profit,
- parce qu'il a favorisé le développement des grandes villes et compliqué les systèmes de distribution à tel point qu'il est impossible aux individus de refuser de s'y soumettre (sans parler de la difficulté qu'il y a à se débrouiller à l'intérieur même des circuits, les prix variant d'une boutique à l'autre pour des produits identiques. Comment faire pour être sûre de tomber sur la bonne ?)

Mais depuis la rentrée, la hausse des prix à la consommation devient spectaculaire. Le gouvernement nous dit que c'est à cause des petits commerçants, de la hausse des prix des matières et de celle des salaires.

Il est vrai que les petits commerçants contribuent à l'augmentation du coût de la vie ... mais c'est pour sévir sur l'ensemble du marché que les capitalistes veulent les voir disparaître. N'espérez pas qu'après la liquidation les capitalistes vont réduire leurs profits volontairement.

Si les matières premières augmentent, c'est que depuis des années on a puisé sans autre souci que le profit immédiat, et donc de manière anarchique dans les ressources naturelles. C'est aussi à cause de la prise de conscience par les bourgeoisies du Tiers Monde de la pression qu'elles pouvaient exercer sur les pays développés si elles s'unissaient.

L'entrée dans la course des bourgeoisies du tiers monde ne va évidemment pas sans quelques grains de sable dans la roue capitaliste des pays développés, mais ces derniers en rajoutent sur la raréfaction, et au besoin stockent volontairement des produits pétroliers ou autres pour pouvoir spéculer plus tranquillement. Quelles que soient les bourgeoisies responsables, ce sont les travailleurs qui supporteront l'augmentation des prix.

Si les capitalistes voient leur taux de profit diminuer, ils essaieront d'en faire retomber les conséquences sur les travailleurs, soit en bloquant les salaires, soit en augmentant la productivité (cadences accrues, organisation scientifique du travail). Dans les deux cas cela suppose que

la classe ouvrière soit réduite au silence. L'arme la plus efficace dans ce domaine est le chômage. Celui-ci est d'ailleurs imminent dans les secteurs touchés par la crise du pétrole (automobile, industries textile synthétique, plastiques, construction de routes, ect.) et risque de rejaillir sur beaucoup d'autres secteurs : la solution serait une réduction généralisée du temps de travail, mais le patronat refuse de l'envisager.

Au contraire, il se prépare à réduire les effectifs en insistant sur le fait qu'on préservera autant que possible le salaire du père de famille. Résultat : ce sont les jeunes, les immigrés et les femmes qui seront les plus touchés par la crise.

Pourquoi les femmes ? Parce que leur salaire est toujours considéré comme un salaire d'appoint, et parce que le patronat peut penser qu'étant moins organisées que les hommes dans les syndicats, elles se laisseront licencier plus docilement.

Pour soutenir le capitalisme en crise, le pouvoir agit à sa manière : il tente de réhabiliter l'image et la condition de la mère au foyer par la proposition d'un salaire maternel et l'augmentation des allocations de maternité.



Fotolib

sommes-nous toutes sœurs?

Madame Pinochet, épouse du général de même nom, chef de la junte militaire fasciste qui torture et assassine au Chili, a fait une déclaration aux lendemains du coup d'état, remarquable par son humour et son imbécillité attristante...
(cité dans Libération)

Mères du Chili,

A vous, mères du Chili, j'adresse ce message, vous qui formez le socle de la patrie, vous qui avez élevé les enfants qui sont les hommes d'aujourd'hui et seront ceux de demain.

Toute ma compréhension et ma tendresse vont aux mères qui ont perdu leurs enfants dans l'accomplissement de leurs devoir et pour la renaissance des vertus humaines dans notre patrie. A celles aussi dont les enfants se sont trompés de chemin et ont suivi le mensonge et la haine que des êtres égarés ont introduit dans leur cœur. Les larmes de vos cœurs seront une rédemption pour tous.

Mères, ne permettez pas que vos enfants, que vous avez élevés et à qui vous avez séché les pleurs avec tendresse et sacrifice, soient dévorés par la haine et la perversité qui transforme les hommes en bêtes détruisant leurs semblables, qu'ils soient guidés par les desseins obscurs de gens qui n'ont rien perdu et qui se conduiront toujours en froids spectateurs.

Celle qui vous parle est une mère qui sait que vous pouvez beaucoup pour la paix et la compréhension entre les Chiliens : faites comprendre à vos êtres chéris que les soldats de la patrie, quel que soit leur uniforme, ne désirent qu'effacer une tache qui a noirci le ciel bleu de nos vies.

Aidez-moi à demander au Tout-Puissant que le sourire éclaire pour toujours l'enfant, l'homme et la femme, et que tous ensemble fassent grandir la patrie. »

Non, nous n'oublions pas les milliers de morts assassinés dans un grand amour maternel pour « les enfants » et la patrie. Non, nous n'avons rien à faire avec celles qui durant trois années d'Unité Populaire ont participé à la réaction contre le mouvement révolutionnaire des travailleuses et des paysannes chiliennes, avec celles qui descendaient dans la rue criant à la famine alors qu'elles stoquaient des marchandises pour provoquer artificiellement la pénurie, avec celles qui, encadrées par les fascistes de « Patria e Libertad » faisaient tinter leurs casseroles.

Ce ne sont pas nos « sœurs », ce sont nos ennemies.

les temps changent

IL Y A HUIT ANS, ELLES N'ÉTAIENT PAS SYNDICAIRES AUJOURD'HUI ELLES PRENNENT EN MAIN LEURS LUTTES

Depuis le Jeudi 10 Janvier, les ouvrières d'Hennebont, dans le Morbihan sont en grève avec occupation des locaux contre l'annonce de 86 licenciements de leurs camarades (les moins productives sur la chaîne : les femmes enceintes etc.), contre les salaires dérisoires même plus payés régulièrement depuis Octobre 73, contre la parcellisation à outrance des tâches, l'intensification du travail : ainsi, par exemple, chaque chaîne devant s'arrêter quelques minutes, les ouvrières devant profiter de ce seul moment là pour aller au W.C.

Les Ets BRAFF (confection pour Cacharel, Dior etc.) emploient en effet sur 320 personnes, 95% de femmes en majorité des jeunes filles de 17 à 20 ans titulaires d'un CAP ; ils exploitent ainsi leur dextérité, leur minutie et autres qualités « spécifiquement féminines », en profitant de leur habitude à être sous-payées, à se contenter d'un salaire d'appoint et de leur manque de combativité.

défense de fumer

Seine-Maritime, 1973 : Mme Marcade, institutrice est renvoyée : parce qu'elle fume (!), porte des pantalons (! !), elle milite au M.L.A.C (! ! !). Ainsi que le lui a écrit l'inspecteur : « la première vertu d'un fonctionnaire est l'obéissance et si vous ne voulez pas obéir, il vous est toujours possible de reprendre votre liberté. »

Fumer et porter des pantalons sont des actes réservés aux hommes. Gare aux femmes qui font de même : c'est de l'indécence. Militer pour la liberté de l'avortement, c'est encore plus grave : elle remet en cause deux oppressions, celle des classes et celle des hommes.

Mme Marcade a deux enfants et son mari ne dispose que d'une bourse d'études de 600 F par mois.

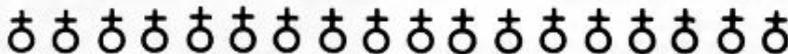
Les ouvrières d'Hennebont, résistant au chantage au dépôt de bilan fait par Mr. BRAFF, sont bien décidées à prouver le contraire.

SOLIDARITE



*Ce premier journal a été
réalisé par des groupes de
quartier parisiens. Par vos
critiques, expériences, les
prochains seront meilleurs.
Prenez contact avec nous,*

B.P. 25 75 860 cedex 18



Directrice de Publication : Michèle DESCOLONGES